

SCHWEIZERISCHER JURISTENVEREIN

SOCIÉTÉ SUISSE DES JURISTES

SOCIETÀ SVIZZERA DEI GIURISTI

Schweizerischer Juristentag 2009, Weggis
Congrès de la Société Suisse des Juristes 2009, Weggis

Les défenses en procédure civile suisse – Die Verteidigungsmittel im Schweizerischen Zivilprozessrecht

FRANÇOIS BOHNET

La procédure civile, entendue comme un processus formel au terme duquel il est statué sur la prétention invoquée par celui qui l'a initié, se doit de déterminer les droits et les devoirs des parties que le procès divise. Le demandeur prétend un droit, le défendeur le conteste.

Le Code de procédure civile suisse ne fait qu'esquisser le régime des défenses. Celles-ci s'attaquent soit à la recevabilité de la demande, soit à son bien fondé. Toutefois, en faisant, comme les codes de procédure civile français, allemand et italien, de l'intérêt à agir et de l'autorité de la chose jugée des conditions de recevabilité de la demande (art. 59 al. 2 let. a et e CPC), le Code reconnaît implicitement que parmi les défenses certaines concernent le respect des règles formelles qui régissent le procès (défenses relatives à l'instance), alors que d'autres portent sur le droit d'action du demandeur (défenses relatives à l'action).

Les défenses relatives à l'instance portent sur le respect des règles formelles du procès. Le Code mentionne à l'article 59 al. 2 la capacité d'être partie et d'ester, la compétence locale et matérielle, ou encore la litispendance et le paiement des avances de frais, et à l'article 61, l'absence de convention d'arbitrage. On peut également citer l'absence d'immunité, le préalable de citation en conciliation (art. 197 CPC), les règles sur la représentation et la capacité de postuler (art. 68 CPC) ou la validité formelle de la demande (art. 63 al. 2 et 132 CPC).

Les défenses relatives à l'action (Klage ; Rechtsschutzanspruch) tendent à faire déclarer la demande irrecevable, faute d'action. Est titulaire de l'action celui qui fait valoir une prétention en justice considérée comme digne de protection par notre ordre juridique. Une demande dénuée d'intérêt (art. 59 al. 2 let. a CPC) est donc irrecevable faute d'action, sans examen du droit prétendu. L'autorité de la chose jugée (art. 59 al. 2 let. e CPC) est également rattachée à la condition de l'intérêt, tout comme la qualité pour agir, que la jurisprudence et la doctrine suisses peinent cependant à distinguer de la légitimation, simple moyen de fond. Les déchéances entraînent elles aussi l'irrecevabilité de la demande, faute d'action. Il en va de même des obligations naturelles.

Bien qu'elles aboutissent les unes comme les autres à un prononcé d'irrecevabilité, les défenses relatives à l'instance et à l'action ne se confondent pas pour autant. Lorsque seule l'instance est touchée, la prétention peut à nouveau être invoquée, si les règles qui gouvernent le procès sont désormais respectées. En revanche, faute d'action, le sort de la prétention

est scellé sous un angle procédural. De plus, cette distinction explicite les motifs pour lesquels certains faits ne sont considérés comme des conditions de recevabilité que si le défendeur s'en prévaut : il s'agit alors de règles relatives à l'instance dont le caractère dispositif est reconnu (exception d'arbitrage ; prorogation de for ; sûretés ; clause de médiation). Tel n'est jamais le cas des conditions de recevabilité relatives à l'action : soit l'action existe, soit elle n'existe pas. Les conditions de recevabilité relatives à l'action doivent être examinées d'office, et la demande rejetée faute de prétention considérée comme digne de protection par l'ordre juridique. Seule une modification des circonstances peut alors venir en aide au demandeur.

Quant aux défenses au fond, elles consistent, selon l'approche classique que le Code ne remet pas en cause, en la contestation des faits (ou du droit) allégués par le demandeur, en l'invocation d'objections, à savoir de faits distincts dont il découle que le droit prétendu n'existe pas malgré les faits avancés par le demandeur, et enfin en des exceptions, qui paralysent le droit prétendu. Les objections et les exceptions doivent être présentées à temps dans le procès. Elles doivent figurer dans la réponse (art. 222 CPC), le cas échéant dans la duplique si le juge a autorisé un second échange d'écritures (art. 225 CPC), ou oralement (inscrit en substance au procès-verbal d'audience, art. 235 al. 2 CPC) lors des débats d'instruction (art. 226 al. 2 CPC). Lorsqu'il n'y a pas eu de second échange d'écritures ni de débats d'instruction, les objections et les exceptions sont encore admises à l'ouverture des débats principaux (art. 229 al. 2 CPC).

Le Code de procédure civile suisse place le juge au centre du procès. Celui-ci doit examiner d'office si les conditions de recevabilité sont réunies (art. 60 CPC) et c'est lui qui organise la procédure (art. 124 s. CPC). Le défendeur ne peut pas exiger, sauf exceptions, que le débat porte dans un premier temps sur le moyen qu'il entend soulever. Sa marge de manœuvre est donc réduite sous cet angle. Mais il bénéficie de la possibilité de faire valoir ses moyens jusqu'à l'ouverture des débats principaux s'il n'y a pas eu de second échange d'écritures ni de débats d'instruction, et plus tard encore à certaines conditions (art. 229 al. 1 CPC).

Si, globalement, le régime de défenses mis en place semble équilibré, son bon fonctionnement suppose que le juge remplisse le rôle moteur que le Code a entendu lui confier et que le défendeur ne tente pas de tirer profit des nombreuses incertitudes qui résultent d'une loi rédigée certes simplement, mais de manière parfois excessivement sommaire.